

Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports

78-2026-05-11-00027

arrêté préfectoral portant mise en demeure de
la société TOTALENERGIES Raffinage France
exploitant des installations classées pour la
protection de l'environnement
à Gargenville (78440) 40 avenue Jean Jaurès



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement de l'aménagement
et des transports d'Île-de-France**
Unité départementale des Yvelines

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
portant mise en demeure la société TotalEnergies Raffinage France
exploitant des installations classées pour la protection de l'environnement
à Gargenville (78440) 40 avenue Jean Jaurès

LE PRÉFET DES YVELINES
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

VU l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés exploités au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2017-41281 du 23 février 2017 modifié relatif aux conditions d'exploitation par la société TOTAL RAFFINAGE FRANCE de l'établissement situé sur les communes de Gargenville, Issou et Porcheville, 40 avenue Jean Jaurès Gargenville (78440) ;

VU l'arrêté préfectoral 78-2024-03-04-00004 du 4 mars 2024 portant délégation de signature du Préfet des Yvelines à Monsieur Victor DEVOUGE, secrétaire général de la préfecture des Yvelines, sous-préfet de Versailles ;

VU l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°78-2025-05-06-00015 du 6 mai 2025 relatif à l'établissement TotalEnergies Raffinage France situé à Gargenville (78440) 40 avenue Jean Jaurès ;

VU la décision n° 78-2026-02-16-00003 du 16 février 2026 portant subdélégation de signature du préfet des Yvelines ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 16 décembre 2025, formalisant les constats réalisés au cours du contrôle du 13 novembre 2025 ;

VU le courrier référencé 2025-047 TN en date du 31 décembre 2025, par lequel l'exploitant fournit des éléments de réponse aux constats réalisés au cours du contrôle du 13 novembre 2025 ;

VU le courriel en date du 26 janvier 2026, par lequel l'exploitant fournit à l'inspection le support présenté lors de la visioconférence tenue le même jour ;

VU le courriel en date du 30 janvier 2026, par lequel l'exploitant fournit à l'inspection une nouvelle proposition d'échéancier de travaux d'étanchéité des cuvettes de rétention des installations de Gargenville ;

VU le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courrier du 26 février 2026 reçu le 4 mars 2026 ;

VU les commentaires de l'exploitant par son courrier référencé 2026-003 TN en date du 18 mars 2026 reçu le 20 mars 2026 ;

CONSIDÉRANT que les installations de Gargenville sont pleinement soumises aux dispositions de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié susvisé, notamment à son article 22-1-1 et au point B de son annexe 7 ;

CONSIDÉRANT que l'article 21 de l'arrêté préfectoral du 6 mai 2025 susvisé précise les moyens pour l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 22-1-1 et du point B de l'annexe 7 de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié susvisé, en particulier l'échéancier, par tranche de travaux et par cuvette, de mise en conformité à ces dispositions ;

CONSIDÉRANT en particulier que l'article 21 de l'arrêté préfectoral du 6 mai 2025, modifiant l'article 9.1.5.5 « Étanchéité des cuvettes » de l'arrêté préfectoral n°2017-41281 du 23 février 2017 susvisé, prévoit qu'à l'issue du mois de novembre 2025, les cuvettes n° 1 et n° 4 (sous-cuvette des bacs 32D110 et 32D111), soient mises en conformité à l'article 22-1-1 et au point B de l'annexe 7 de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'il est établi à l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 6 mai 2025 que les cuvettes n° 1 (sous-cuvette du bac 32D5) et n° 4 (sous-cuvette des bacs 32D110 et 32D111) présentent un rapport h/V, au sens de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié susvisé, inférieur à 100 heures ;

CONSIDÉRANT que la sous-cuvette du bac 32D5, bac aujourd'hui démantelé, est valorisée en tant que surface de rétention pour le bac 32D6 adjacent, et doit donc présenter des caractéristiques d'étanchéité suffisantes à cette fin, dont un rapport h/V respectant les dispositions de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié susvisé ;

CONSIDÉRANT par conséquent que les cuvettes n° 1 (sous-cuvette du bac 32D5) et n° 4 (sous-cuvette des bacs 32D110 et 32D111), pour être mises en conformité à l'article 22-1-1 et au point B de l'annexe 7 de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié susvisé, doivent faire l'objet de travaux d'étanchéité ;

CONSIDÉRANT comme cela est exposé dans le rapport susvisé de l'inspection en date du 16 décembre 2025 qu'au 13 novembre 2025, les travaux de mise en conformité des cuvettes n° 1 (sous-cuvette du bac 32D5) et n° 4 (sous-cuvette des bacs 32D110 et 32D111) n'avaient pas démarré et qu'ils n'étaient pas susceptibles d'être achevés en 2025 ;

CONSIDÉRANT que le rapport de l'inspection en date du 16 décembre 2025, transmis à l'exploitant en date du 17 décembre 2025, demandait à celui-ci de transmettre, sous un délai de quinze jours, une nouvelle proposition d'échéancier de mise en conformité des cuvettes de rétention à l'article 22-1-1 et au point B de l'annexe 7 de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié, afin que les prescriptions des arrêtés préfectoraux applicables aux installations de Gargenville soient le cas échéant adaptées, les échéances en vigueur ne pouvant être respectées par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que l'inspection a clairement exposé, lors de la transmission susmentionnée du rapport du 16 décembre 2025, que dans l'hypothèse de l'absence de justificatifs satisfaisants, une mise en demeure pouvait être proposée à l'autorité préfectorale ;

CONSIDÉRANT que le point B de l'annexe 7 de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié prévoit que pour les rétentions nécessitant des travaux d'étanchéité afin de répondre aux exigences des dispositions du point 22-1-1 du présent arrêté, les travaux sont planifiés en quatre tranches réalisées au plus tard respectivement six, onze, quinze et vingt ans à compter du 16 novembre 2010 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant a répondu à cette demande par courrier du 31 décembre 2025 susvisé ;

CONSIDÉRANT que les éléments fournis par courrier du 31 décembre 2025 susvisé présentent un échéancier prévoyant la fin de la troisième tranche de travaux en décembre 2026, ce qui ne respecte pas l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié ;

CONSIDÉRANT les nombreux échanges tenus entre l'inspection des installations classées et l'exploitant, en particulier par visioconférences du 26 janvier 2026 et du 24 février 2026 ;

CONSIDÉRANT qu'au cours de ces échanges l'exploitant a eu l'opportunité d'apporter des éléments visant à démontrer la conformité de son échéancier de travaux d'étanchéité à plusieurs reprises, y compris en proposant de nouvelles modifications de cet échéancier par courriels susvisés du 26 janvier 2026 puis du 30 janvier 2026, aux dispositions de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié ;

CONSIDÉRANT que malgré ces échanges l'exploitant n'a pas été en mesure de proposer à l'inspection des installations classées un échéancier de travaux justifiant intégralement du respect des dispositions de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue de ces échanges, et malgré les éléments apportés par l'exploitant, celui-ci demeure en situation de non-conformité vis-à-vis des échéances en vigueur ;

CONSIDÉRANT que les cuvettes n° 1 (sous-cuvette du bac 32D5) et n° 4 (sous-cuvette des bacs 32D110 et 32D111) présentent des rapports h/V (au sens de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié) inférieurs à 100, ce qui se traduirait, en cas de fuite ou épandage accidentel d'hydrocarbures, par des vitesses d'infiltration trop élevées pour permettre un pompage et une excavation des matériaux pollués dans des délais réalistes par l'exploitant ou par un prestataire ;

CONSIDÉRANT la présence d'enjeux environnementaux majeurs à proximité des installations de Gargenville, notamment la Seine et le champ de captage d'alimentation en eau potable de Flins-Aubergenville ;

CONSIDÉRANT l'existence de pollutions des eaux souterraines au droit des installations, susceptibles d'être aggravées en cas de fuite ou épandage accidentel d'hydrocarbures dans une cuvette de rétention insuffisamment étanche ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu par conséquent, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE d'effectuer les travaux d'étanchéité prévus selon les modalités de l'arrêté préfectoral du 6 mai 2025 susvisé modifiant l'arrêté préfectoral du 23 février 2017 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant dans son courrier du 18 mars 2026 susvisé propose une nouvelle version de l'échéancier de travaux susmentionné ;

CONSIDÉRANT que cette nouvelle version de l'échéancier de travaux susmentionnée ne respecte pas les modalités de l'arrêté préfectoral du 6 mai 2025 susvisé modifiant l'arrêté préfectoral du 23 février 2017 susvisé, et que les éléments de justification fournis sont insuffisamment détaillés pour permettre une modification de ces modalités ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société TOTALENERGIES RAFFINAGE FRANCE, dont le siège social est situé 2 place Jean Millier - La Défense à Courbevoie (92400), exploitant des installations situées au 40 avenue Jean Jaurès à Gargenville (78440), est mise en demeure de respecter, dans les délais précisés ci-après, l'article 21 de l'arrêté préfectoral du 6 mai 2025 susvisé, modifiant l'article 9.1.5.5 « Étanchéité des cuvettes » de l'arrêté préfectoral n°2017-41281 du 23 février 2017 susvisé, en réalisant les travaux de mise en conformité à l'article 22-1-1 de l'arrêté du 3 octobre 2010 modifié susvisé de :

- la cuvette de rétention n° 1 (sous-cuvette du bac 32D5), sous un délai d'un an à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- la cuvette de rétention n° 4 (sous-cuvette des bacs 32D110 et 32D111), au plus tard le 30 novembre 2028.

Article 2 : En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1^{er} dans le délai prévu à ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, des sanctions sont arrêtées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction (article L.171-11 du code de l'environnement). Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté. La juridiction peut être saisie au moyen de l'application Télérecours Citoyen disponible sur le site <https://www.telerecours.fr/>.

La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa réception, d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif interrompt le cours du délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux. Le silence gardé par l'administration compétente pendant plus de deux mois sur un de ces recours administratifs vaut décision de rejet.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés ou lorsqu'est née une décision implicite de rejet.

Article 4 : En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Yvelines. Copie en sera adressée :

- au secrétaire général de la Préfecture des Yvelines,
- au sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
- aux maires des communes de Gargenville, Issou et Porcheville,
- à la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 11/05/2026

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire général,
signé
Victor DEVOUGE